

## ANNEXE 1 au RC - DOCUMENTS A FOURNIR LORS DE L'ATTRIBUTION

- **Une attestation de régularité fiscale datant du mois en cours, délivrée en ligne** (impots.gouv.fr : en vous connectant sur votre espace professionnel) par les administrations et organismes compétents afin de prouver que les obligations fiscales de votre société ont été satisfaites ;
- **Une attestation de vigilance consistant en une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** prévue à l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- **Une attestation de cotisations de congés payés – chômage intempéries et cotisation retraite et prévoyance** si le marché public porte sur des prestations de travaux ;
- **Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;**
- **Pour les employeurs établis hors de France** : les documents ou attestations prévus aux articles R. 1263-12 et D. 8222-7 du code du travail ;
- **En cas d'emploi de salariés étrangers** : les documents ou attestations prévus aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- **Lorsque le candidat est en redressement judiciaire** : la copie du ou des jugements prononcés ;
- **Une attestation sur l'honneur** précisant que le candidat n'entre pas dans l'un des motifs d'exclusion de plein droit prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la Commande publique ;
- **Une assurance Responsabilité civile et en cas de marché de travaux, ajouter une Assurance Responsabilité décennale.**



**En cas de candidature par une société étrangère, les mêmes règles que les sociétés nationales concernant les réclamations des pièces de l'article R2143-10 du Code de la Commande Publique.**

Cf article R2143-10 du Code de la Commande Publique :

*« Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement. »*